



## Division des droits des Palestiniens

Septembre 2007  
Volume XXX, Bulletin n° 9

### **Bulletin** **sur les activités menées par le système des Nations Unies** **et les organisations intergouvernementales concernant** **la question de Palestine**

#### Table des matières

	<i>Page</i>
I. Le Secrétaire général fait paraître un rapport sur le règlement pacifique de la question de Palestine .....	3
II. Le Secrétaire général est préoccupé par la décision d'Israël de déclarer Gaza « entité ennemie » .....	9
III. Le Bureau du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien se dit alarmé par la décision d'Israël de déclarer la bande de Gaza « territoire hostile » .....	9
IV. Le Conseil de sécurité entend un exposé sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne .....	10
V. Le Secrétaire général nomme Daniel Barenboïm messenger de la paix de l'ONU .....	14
VI. Déclaration du Mouvement des pays non alignés sur la situation dans le territoire palestinien occupé .....	14
VII. Déclaration du Quatuor .....	15
VIII. Adoption d'une déclaration par le Comité du Mouvement des pays non alignés sur la Palestine .....	16
IX. Le Conseil des droits de l'homme demande l'application de ses résolutions S-1/1 et S-3/1 .....	22
X. Le Conseil des droits de l'homme adopte une résolution sur les droits religieux et culturels dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est .....	22

*Le texte du présent Bulletin est affiché sur le site Internet du Système d'information des Nations Unies à l'adresse ci-après : <http://domino.un.org/unispal.nsf>, ou à l'adresse suivante : [http://www.un.org/Depts/dpa/qpai/pub\\_bltm.htm](http://www.un.org/Depts/dpa/qpai/pub_bltm.htm).*

---

## **I. Le Secrétaire général fait paraître un rapport sur le règlement pacifique de la question de Palestine**

*Le rapport susmentionné (A/62/344-S/2007/553) a été soumis par le Secrétaire général en application de la résolution 61/25 de l'Assemblée générale et porte sur la période allant de septembre 2006 à septembre 2007. Les observations du Secrétaire général sur l'état actuel du conflit israélo-palestinien et sur les efforts menés au niveau international pour relancer le processus de paix sont reproduites ci-après.*

...

5. Durant la période considérée, les troubles politiques, les actes de violence et l'imposition de faits accomplis sur le terrain ont compromis un peu plus les efforts entrepris pour parvenir à un règlement pacifique de la question de Palestine. Mais, fait encourageant, le dialogue bilatéral entre le Premier Ministre israélien et le Président de l'Organisation de libération de la Palestine a repris, avec pour toile de fond l'engagement renouvelé des pays de la région et de la communauté internationale à contribuer à concrétiser la vision de deux États vivant côte à côte dans la paix et la sécurité.

6. La période considérée a été marquée par d'intenses rivalités entre les Palestiniens fidèles au Fatah et les partisans du Hamas à Gaza, les tentatives pour aplanir les différences ayant été réduites à néant par des incidents d'une extrême violence. En février 2007, après une année pendant laquelle le Gouvernement de l'Autorité palestinienne dirigé par le Hamas a été maintenu dans l'isolement, un accord prévoyant la formation d'un gouvernement d'unité nationale, dans le respect des accords signés par l'Organisation de libération de la Palestine, a été conclu sous les auspices du Roi Abdallah d'Arabie saoudite. Le Président Abbas a par la suite chargé le Premier Ministre Hanniyeh de former un gouvernement d'unité nationale.

7. Le Quatuor, qui avait déclaré en janvier 2006 qu'il était inévitable que l'octroi d'une assistance au Gouvernement palestinien soit subordonné par les donateurs à l'intention déclarée de ce gouvernement d'adhérer aux principes de la non-violence, de reconnaître Israël et d'accepter les accords et obligations précédemment souscrits, a encouragé les parties à progresser dans ce sens. Certains donateurs ont établi un dialogue avec le Gouvernement, mais la plupart s'en sont tenus à une position attentiste.

8. Malheureusement, l'accord n'a pas modifié radicalement le comportement des services de sécurité ou des milices. Les combats intenses entre Palestiniens ont repris en mai 2007. Le 15 juin, le Hamas a pris le contrôle de la bande de Gaza, dans des combats qui ont choqué un grand nombre de personnes par leur brutalité. Le Président Abbas a déclaré l'état d'urgence, limogé le Premier Ministre Hanniyeh et nommé Salam Fayyad Premier Ministre d'un gouvernement d'urgence.

9. Le Hamas a refusé de reconnaître le nouveau gouvernement et a continué d'assumer le contrôle de la bande de Gaza. Le Conseil législatif palestinien n'étant pas parvenu à se réunir pour confirmer ou révoquer le gouvernement d'urgence, en raison des boycottages du Hamas ou du Fatah, le Premier Ministre Fayyad a de nouveau été nommé par le Président Abbas, le 13 juillet, pour diriger un gouvernement intérimaire. J'estime que l'Autorité palestinienne reste la seule autorité légitime et que Gaza et la Cisjordanie continuent de former un seul

---

territoire palestinien. Sans la réintégration effective de Gaza sous la direction de l'Autorité palestinienne, il sera difficile de poursuivre les efforts visant à relancer le processus de paix.

10. En Israël, le Gouvernement s'est heurté tout au long de la période considérée à des difficultés liées à des scandales politiques et aux enquêtes sur la conduite du conflit de juillet 2006 avec le Hezbollah. En octobre 2006, le Premier Ministre Olmert a accueilli au sein de sa coalition le parti Israël Beitanou (« Israël, notre maison »), qui est favorable au transfert des citoyens palestiniens vivant en Israël. En juin 2007, le Parti travailliste, qui fait partie de la coalition gouvernementale, a élu à sa tête Ehud Barak. Le 13 juin, Shimon Peres a été élu neuvième Président d'Israël par la Knesset.

11. Les actes de violence entre Israéliens et Palestiniens – et entre Palestiniens – se sont poursuivis pour la septième année consécutive depuis l'effondrement du processus d'Oslo. Au total, 11 Israéliens et 1 053 Palestiniens ont perdu la vie durant la période considérée. Je déplore les combats fratricides de Gaza, responsables de la nette augmentation du nombre de Palestiniens tués ou blessés par d'autres Palestiniens. Je condamne les actes terroristes, notamment l'attentat-suicide à la bombe perpétré à Eilat et les tirs de roquettes palestiniens lancés à partir de la bande de Gaza, qui se sont poursuivis durant la période considérée, faisant des victimes civiles et causant des dommages en Israël, et qui ont aussi visé des points de passage vers la bande de Gaza. Je déplore également la poursuite des opérations militaires israéliennes dans la bande de Gaza, qui font des victimes parmi les civils. Tout en reconnaissant pleinement le droit d'Israël à la légitime défense, je rappelle que ce droit doit s'exercer en conformité avec le droit international, que les civils doivent être protégés et qu'un mécanisme de responsabilisation adéquat doit être mis en place. À cet égard, je prends note avec regret de la poursuite de la pratique des exécutions extrajudiciaires de militants palestiniens présumés, qui entraîne souvent la mort de passants innocents.

12. Le 4 juillet, j'ai appris avec soulagement la libération d'Alan Johnston, le journaliste britannique qui avait été enlevé par des militants palestiniens à Gaza près de quatre mois auparavant. Il est toutefois regrettable que le caporal israélien Shalit, capturé par des militants palestiniens en juin 2006, n'ait pas été relâché. Je sais gré au Gouvernement égyptien de l'action qu'il a menée en vue d'obtenir sa libération et celle de plus de 10 000 prisonniers palestiniens détenus en Israël. Je suis aussi préoccupé par le fait que près d'un tiers des parlementaires palestiniens continuent d'être détenus en Israël, et j'en appelle à leur libération.

13. Les opérations militaires d'envergure lancées par les forces de défense israéliennes dans la bande de Gaza après la capture du caporal Shalit se sont poursuivies jusqu'à la conclusion d'un cessez-le-feu en novembre 2006. Ces opérations ont été marquées, le 8 novembre, par un incident déplorable au cours duquel 18 Palestiniens au moins, dont neuf enfants, ont été tués dans leur maison par des tirs israéliens à Beit Hanoun. L'Assemblée générale, à sa dixième session extraordinaire d'urgence, a prié le Secrétaire général de charger une mission d'établir les faits concernant cette attaque. Dans une lettre datée du 21 décembre, adressée à la Présidente de l'Assemblée générale, mon prédécesseur a informé celle-ci que le Gouvernement israélien n'avait pas indiqué qu'il prêterait le concours nécessaire à la mission, et il a exprimé ses regrets de n'avoir pas pu dépêcher la mission.

---

14. Les excavations israéliennes autour d'un nouveau passage reliant la porte Mughrabi à l'Haram al-Sharif (Mont du Temple) dans la vieille ville de Jérusalem ont provoqué des troubles civils et des tensions sur place et dans la région.

15. En maintenant sa politique du fait accompli sur le terrain, Israël sape les efforts déployés pour parvenir à un règlement pacifique. Le Gouvernement israélien persiste dans son refus de s'acquitter de l'obligation qui lui est faite, en vertu de la Feuille de route, d'ordonner le gel complet des implantations et le démantèlement des postes avancés. Je tiens à souligner que l'arrêt de l'expansion des colonies est un préalable pour créer un État palestinien viable et d'un seul tenant et pour ne pas nuire à la crédibilité du processus. Durant la période considérée, les activités de construction et d'implantation de colonies se sont poursuivies, de gros travaux de construction ayant été entrepris, et le nombre de colons a augmenté de 5,5 % en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. En outre, aucun des plus de 100 postes avancés de Cisjordanie n'a été démantelé.

16. Je note encore une fois avec regret le tracé du mur, qui entraîne la confiscation de terres palestiniennes et entrave la circulation des personnes et des biens, en violation des obligations juridiques d'Israël telles qu'elles sont énoncées dans l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice le 9 juillet 2004. Conformément aux dispositions de la résolution ES-10/17 de l'Assemblée générale, j'ai poursuivi mes efforts en vue de faire établir le Registre de l'Organisation des Nations Unies concernant les dommages causés par la construction du mur dans le territoire palestinien occupé. Le 10 mai 2007, j'ai nommé trois experts internationaux qui siègent au Conseil du Bureau d'enregistrement des dommages. Par ailleurs, le Secrétariat mène à bonne fin le recrutement de personnel qualifié pour le Bureau d'enregistrement des dommages créé à l'Office des Nations Unies à Vienne. Ainsi que le Bureau de la coordination des affaires humanitaires l'a expliqué de manière détaillée, le tracé de la barrière et la nature du régime de bouclage en Cisjordanie sont étroitement liés à l'existence de colonies et à la poursuite de leur expansion, contrairement à la quatrième Convention de Genève.

17. La non-application de l'Accord réglant les déplacements et le passage conclu en novembre 2005 demeure un sujet de vive préoccupation. Le volume des exportations en provenance de Gaza ne représente qu'une fraction des objectifs convenus. Même avant la fermeture totale des points de passage vers Gaza à la suite de la prise de contrôle par le Hamas, de nombreuses usines avaient fermé et les agriculteurs ne pouvaient plus exporter leurs récoltes. Aucun progrès n'a été signalé au sujet des convois d'autobus ou de camions entre la bande de Gaza et la Cisjordanie, ni en ce qui concerne les plans de reconstruction du port maritime et de l'aéroport de Gaza. Le nombre des bouclages internes imposés par les autorités israéliennes en Cisjordanie est passé de 400 environ au moment de la conclusion de l'Accord à 532 en août 2007, ce qui a gravement perturbé l'activité économique.

18. Durant la période considérée, la Commission européenne, en accord avec le Quatuor, a renouvelé et renforcé le mandat du mécanisme international temporaire. À l'exception des fonds acheminés par des donateurs qui n'adhèrent pas aux principes établis par le Quatuor, le montant total de l'aide fournie aux Palestiniens en 2006 a atteint environ 1,2 milliard de dollars, soit une augmentation de 10 % par rapport à 2005. Environ 510 millions d'euros, dont une contribution de l'Union européenne d'un montant total de 485 millions d'euros, ont été mis à la disposition du mécanisme international temporaire entre juin 2006 et août 2007, ce qui a permis

---

aux secteurs de la santé et de l'éducation de continuer de fonctionner, malgré de longues interruptions. L'aide humanitaire a elle aussi augmenté de manière spectaculaire. En dépit de cet effort considérable, la dégradation de la situation montre que le mécanisme international temporaire ne saurait se substituer à l'Autorité palestinienne.

19. Aussi la période qui a précédé juin 2007 a-t-elle été marquée par une crise budgétaire sans précédent pour l'Autorité palestinienne. Du fait de la suspension de l'essentiel de l'aide internationale directe et de la confiscation par Israël des recettes fiscales et douanières qu'il collectait au nom de l'Autorité palestinienne, celle-ci a dû faire face à un déficit équivalant à environ 30 % de son produit national brut. Cette crise budgétaire a par ailleurs contribué à un net déclin des services publics. La plupart des écoles publiques de Cisjordanie sont restées longtemps fermées; les centres de santé publique n'offraient plus que des services limités – et le non-paiement des services de sécurité ne contribuait pas à leur efficacité.

20. Depuis que le Hamas a pris le contrôle de la bande de Gaza, les forces de l'Autorité palestinienne ne sont plus présentes aux points de passage, dont la plupart ne fonctionnent plus. J'ai exprimé ma préoccupation face aux conséquences humanitaires et économiques de cette situation et j'exhorte à nouveau toutes les parties à s'employer de façon constructive à assurer le fonctionnement des points de passage. Même si l'aide humanitaire parvient dans la bande de Gaza, elle ne suffit pas à enrayer le déclin économique découlant de la quasi-impossibilité d'y importer les matières premières essentielles à la production de biens industriels et à la construction et d'en exporter des produits agricoles et des marchandises. On estime que la capacité industrielle de la bande de Gaza est inutilisée à 90 % et que plus de 70 000 travailleurs ont été licenciés depuis juin dernier. Quatre-vingt pour cent de la population dépend de l'aide alimentaire fournie par les organismes des Nations Unies.

21. La décision prise par la communauté internationale de renouer le dialogue avec l'Autorité palestinienne durant l'été de 2007 et le transfert par le Gouvernement israélien des recettes fiscales à l'Autorité palestinienne ont contribué à améliorer la situation des finances publiques palestiniennes. Pour la première fois en 15 mois, le Premier Ministre, M. Fayyad, a ainsi pu verser un salaire complet à 160 000 employés de l'Autorité palestinienne. Malgré ce progrès, la situation des finances publiques palestiniennes reste précaire, son cadre budgétaire pour 2007 faisant état d'un déficit des opérations de fonctionnement de près de 1,6 milliard de dollars.

22. Je salue la reprise, durant la période considérée, des efforts diplomatiques internationaux visant à aider les parties à renouer le dialogue et à surmonter les nombreux obstacles à la paix. Dans un discours prononcé le 16 juillet 2007, le Président des États-Unis, M. Bush, a réaffirmé son attachement à une solution prévoyant deux États et annoncé que les États-Unis avaient l'intention d'organiser une réunion internationale en automne. Cette initiative fait suite aux efforts déployés depuis le début de 2007 par la Secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice, pour faciliter la tenue de réunions périodiques entre le Président palestinien, Mahmoud Abbas, et le Premier Ministre israélien, Ehud Olmert, qui se sont entretenus à plusieurs reprises, pendant la période considérée, de questions de fond.

23. En vue de la réunion internationale, j'encourage les deux dirigeants à rechercher un accord sincère et solide sur les questions liées au statut permanent et à

---

dresser la liste des mesures à prendre au plan diplomatique et sur le terrain. Ces mesures feraient suite à celles qui ont déjà été prises, telles que le transfert à l'Autorité palestinienne des recettes fiscales perçues pour son compte, la libération de 256 prisonniers palestiniens et la décision de ne pas arrêter 173 personnes recherchées. Il s'agirait notamment de mettre fin à l'expansion des colonies, d'éliminer les avant-postes, d'améliorer les résultats de l'Autorité palestinienne dans le domaine de la sécurité et de renforcer la coopération en la matière, d'assouplir les sévères restrictions à la liberté de circulation des Palestiniens et de créer pour eux de nouvelles possibilités économiques.

24. L'ex-Premier Ministre Tony Blair, qui a été nommé Représentant du Quatuor le 27 juin, aura un rôle essentiel à jouer dans la réalisation de ce programme. Il a pris ses fonctions animé d'une motivation admirable, déterminé à appuyer les réformes institutionnelles et le relèvement économique de la Palestine. L'Organisation des Nations Unies est résolue à lui fournir l'appui nécessaire au bon déroulement de sa mission.

25. Je salue l'action menée par la Ligue des États arabes et par plusieurs pays arabes pour faire aboutir les efforts déployés dans la région en faveur de la paix. Réunie le 28 mars à Riyad, la Ligue a réaffirmé son attachement à l'Initiative de paix arabe. Le Comité ministériel de suivi a créé des groupes de travail pour impliquer les partenaires internationaux et Israël et faire mieux comprendre au grand public ce que pourrait apporter l'Initiative. En juillet, les Ministres égyptien et jordanien des affaires étrangères se sont rendus en Israël pour engager le dialogue avec le Gouvernement israélien. Je note aussi que la République arabe syrienne a continué de proclamer son attachement à l'Initiative.

26. Je salue aussi la proposition de la Norvège tendant à ce que le Comité spécial de liaison, qui ne s'est plus réuni depuis décembre 2005, reprenne ses activités. Sa prochaine réunion, qui se tiendra à New York le 24 septembre 2007, sera l'occasion d'examiner la gestion de l'aide aux Palestiniens, l'appui financier à l'Autorité palestinienne et les réformes institutionnelles palestiniennes, en consultation avec le Représentant du Quatuor. Elle servira également à préparer une conférence des donateurs pour les annonces de contributions prévue pour décembre. Dans ce contexte, l'Autorité palestinienne doit rendre public, d'ici à novembre 2007, un cadre de dépenses à moyen terme portant sur une période de trois ans. J'espère que cette stratégie tiendra compte des besoins de tous les Palestiniens, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

27. L'ONU a maintenu son engagement au niveau politique. Le Secrétariat a présenté des exposés au Conseil de sécurité sur la situation au Moyen-Orient, tous les mois et chaque fois que la situation sur le terrain nécessitait que le Conseil soit informé au plus vite. Je me suis rendu dans la région à trois reprises depuis que j'ai été nommé Secrétaire général. J'ai aussi pris part à quatre réunions du Quatuor, qui a été redynamisé, et j'organiserai une réunion du Quatuor à New York le 23 septembre 2007. Les membres du Comité ministériel de suivi de l'Initiative de paix de la Ligue des États arabes rencontreront également le Quatuor. Je suis convaincu que cette série de consultations contribuera à donner forme à la réunion internationale de cet automne et aux travaux de M. Blair, qui lui sont étroitement liés.

28. Je saisis cette occasion pour condamner toute menace et toute violence à l'encontre du personnel de l'Organisation et des travailleurs humanitaires présents

---

dans le territoire palestinien occupé en général. Je suis particulièrement préoccupé par le fait que les fonctionnaires palestiniens et internationaux de l'Organisation subissent un traitement de plus en plus arbitraire de la part des autorités israéliennes, et j'espère que les discussions en cours avec le Gouvernement israélien permettront d'améliorer la situation. Je suis également préoccupé par les violences palestiniennes visant le personnel des Nations Unies, dans ses installations ou à proximité de celles-ci, et en d'autres lieux de la bande de Gaza. Deux fonctionnaires locaux de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) ont été tués et plusieurs autres blessés alors qu'ils travaillaient pour le peuple palestinien. Je rends hommage à leur mémoire.

29. Dans ces circonstances difficiles, je tiens à rendre hommage au courage et au dévouement des fonctionnaires de l'Organisation qui travaillent dans le territoire palestinien occupé. Je remercie en particulier le Directeur des opérations de l'UNRWA dans la bande de Gaza, son personnel et les agents des services de sécurité, qui sont restés à leur poste au plus fort des affrontements de juin 2007. Je tiens aussi à remercier vivement Michael Williams, Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel du Secrétaire général auprès de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'Autorité palestinienne en exercice, Alvaro de Soto, qui l'a précédé dans ses fonctions, et le personnel de leur Bureau, ainsi que la Commissaire générale de l'UNRWA, Karen Koning AbuZayd, et le personnel de l'Office et des autres organismes, fonds et programmes des Nations Unies, qui continuent de fournir un travail aussi indispensable que remarquable dans des circonstances exigeantes et souvent dangereuses.

30. Pour l'heure, j'estime encourageante la reprise d'un dialogue de fond entre les parties et l'engagement réitéré de la communauté internationale, y compris des partenaires régionaux, concernant les aspects politiques et humanitaires du processus de paix. Je suis aussi rassuré par les nombreux sondages indiquant que dans les deux camps, la majorité de la population est favorable à la concrétisation, de façon non violente, de la solution prévoyant deux États. Je reste cependant conscient des difficultés, vu notamment la poursuite de la politique de colonisation israélienne, la division de fait du territoire palestinien occupé, la difficulté d'améliorer les résultats de l'Autorité palestinienne dans le domaine de la sécurité et de redynamiser l'économie palestinienne, et l'éventualité que les opposants au processus de paix tentent de le faire échouer par la violence. Je souligne qu'il est indispensable que le Hamas cesse d'essayer d'instaurer un régime distinct dans la bande de Gaza et que les Palestiniens trouvent les moyens de régler pacifiquement leurs différends et de faire la paix entre eux sous la direction de l'Autorité palestinienne.

31. En ma qualité de Secrétaire général, je continuerai de faire en sorte que l'ONU œuvre à la création d'un État palestinien indépendant, démocratique, d'un seul tenant et viable, vivant côte à côte avec Israël dans la paix et la sécurité, dans le cadre d'un règlement régional global conforme aux résolutions 242 (1967), 338 (1973), 1397 (2002) et 1515 (2003) du Conseil de sécurité, ainsi qu'à la Feuille de route, à l'Initiative de paix arabe et au principe de l'échange de territoires contre la paix.



---

## **II. Le Secrétaire général est préoccupé par la décision d'Israël de déclarer Gaza « entité ennemie »**

*On trouvera ci-après le texte de la déclaration que le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, a rendue publique le 19 septembre 2007 (Communiqué de presse des Nations Unies SG/SM/11165).*

Je suis très préoccupé par la décision prise aujourd'hui par le Gouvernement israélien de déclarer la bande de Gaza « entité ennemie » et par l'annonce de son intention d'interrompre un service essentiel tel que la distribution d'électricité et de carburant à la population civile. Une telle mesure serait contraire aux obligations qu'imposent le droit international humanitaire et le droit des droits de l'homme à Israël vis-à-vis de celle-ci.

L'Organisation des Nations Unies a d'importantes responsabilités humanitaires et a reçu pour mandat de fournir une assistance à la population civile de la bande de Gaza et de Cisjordanie et de répondre à ses besoins humanitaires. Il y a à Gaza 1,4 million d'habitants, dont des personnes âgées, des enfants et des malades, qui souffrent déjà du bouclage prolongé de leur territoire. Ils ne doivent pas être punis pour les actes inadmissibles des militants et des extrémistes. J'appelle Israël à reconsidérer sa décision.

La poursuite des tirs de roquettes à l'aveugle de Gaza en direction d'Israël est inadmissible et je la déplore. J'appelle à la cessation immédiate de ces tirs. Je comprends les préoccupations d'Israël concernant sa sécurité à cet égard.

## **III. Le Bureau du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien se dit alarmé par la décision d'Israël de déclarer la bande de Gaza « territoire hostile »**

*La déclaration suivante a rendue publique le 20 septembre 2007 par le Bureau du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien (Communiqué de presse des Nations Unies AG/PAL/1064).*

Le Bureau du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien est très inquiet de la décision prise hier par le Cabinet de sécurité israélien de considérer la bande de Gaza comme « territoire hostile » et de lui appliquer des sanctions supplémentaires visant à limiter le passage de marchandises diverses et à réduire des services aussi essentiels que la distribution de carburant et d'électricité. Nous considérons que cette décision est contraire au droit international, en particulier au droit international humanitaire, et constitue une nouvelle forme de châtiment collectif du peuple palestinien qui, si elle prend effet, ne peut que détériorer encore plus les conditions de vie déjà déplorables de la population civile dans la bande de Gaza occupée.

Pour le Bureau du Comité, cette décision est manifestement contraire aux obligations que la quatrième Convention de Genève impose à Israël, qui en est une Haute Partie contractante. En tant que puissance occupante, Israël est dans l'obligation de protéger la population civile soumise à son occupation et de lui assurer des services essentiels. L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont

---

confirmé à maintes reprises que la Convention est applicable au territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est.

Le Bureau du Comité réitère sa position selon laquelle il condamne le meurtre de civils innocents par les deux camps, tel qu'il résulte notamment des opérations militaires israéliennes et des tirs de roquettes et de mortier auxquels se livrent les groupes palestiniens. Ces attaques perpétrées par les deux camps doivent cesser immédiatement et ceux qui en sont responsables doivent être traduits en justice.

De plus, la décision du Gouvernement israélien pourrait entraver considérablement les efforts que déploie actuellement la communauté internationale pour revitaliser le processus de paix israélo-palestinien et pourrait empêcher l'Autorité palestinienne de promouvoir et de mobiliser le soutien du public à un dialogue en faveur de la paix. Une telle éventualité ne serait à l'avantage d'aucune des parties, y compris le peuple israélien.

Le Bureau du Comité appelle le Gouvernement d'Israël à revenir sur sa décision. Il appelle également les Hautes Parties contractantes à la quatrième Convention de Genève à ne pas faillir à leur responsabilité de s'engager à respecter et faire respecter la Convention en toutes circonstances comme en dispose l'article premier de celle-ci.

#### **IV. Le Conseil de sécurité entend un exposé sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne**

*Le 20 septembre 2007, le Conseil de sécurité a entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, Lynn Pascoe, sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, dont on trouvera des extraits ci-après (pour le procès-verbal de la séance, voir S/PV.5746).*

...

Le Premier Ministre Olmert et le Président Abbas poursuivent leur dialogue bilatéral. Ils ont récemment convenu de constituer des équipes de négociateurs pour les aider à donner à leurs échanges de vues la forme d'un texte concerté. Il reste beaucoup à faire pour que ces pourparlers aboutissent à un accord de fond. La Secrétaire d'État des États-Unis, M<sup>me</sup> Rice, est actuellement dans la région pour faire le point des progrès réalisés et encourager la poursuite de l'action engagée. Elle rendra compte de sa mission au Quatuor ce dimanche, lorsque celui-ci se réunira à New York.

Le représentant du Quatuor, M. Blair, a récemment achevé la deuxième visite qu'il a faite dans la région pour définir des objectifs de relance économique et de réforme institutionnelle. Il en rendra compte au Quatuor dimanche également. L'ONU continue d'appuyer pleinement ses efforts.

En contrepoint de ces activités diplomatiques, la violence entre Palestiniens a fait 11 morts et 95 blessés, dont 8 enfants. Il y a eu plusieurs affrontements violents, accompagnés d'échanges de coups de feu nourris, ce qui témoigne d'une crise politique profonde et persistante.

À Gaza, le Hamas a remplacé les cadres supérieurs au sein des ministères et adopté des mesures de plus en plus répressives pour consolider son autorité. Je suis

---

particulièrement préoccupé par les informations faisant état d'un nombre croissant de violations des droits de l'homme commises par les forces paramilitaires du Hamas, y compris la violente dispersion des manifestations et la détention illégale de Palestiniens.

En Cisjordanie, les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne arrêtent des membres présumés du Hamas. L'Autorité palestinienne a fermé une centaine d'organisations caritatives et non gouvernementales. Le Conseil législatif palestinien ne siégeant pas, le Président Abbas continue de gouverner par décret. La loi électorale a été largement modifiée par un décret récent qui impose un mode de scrutin fondé sur la représentation proportionnelle intégrale et exige des partis qu'ils souscrivent officiellement à la Déclaration d'indépendance de l'Organisation de libération de la Palestine de 1988, et à la loi fondamentale pour pouvoir participer aux élections. Le Hamas a protesté vigoureusement contre ce décret.

La division persistante du territoire palestinien occupé suscite de graves inquiétudes sur le plan politique, sécuritaire et socioéconomique. Il va sans dire que plus elle durera, plus elle sera difficile à surmonter. Le Président Abbas et le Premier Ministre Fayyad insistent pour que le Hamas présente des excuses pour avoir pris le pouvoir par la force à Gaza en juin, abroge les mesures qu'il a prises et reconnaisse l'Autorité palestinienne, mais celui-ci continue de rejeter ces demandes et d'appeler au dialogue, tout en consolidant le contrôle de fait qu'il exerce sur Gaza.

Les violences entre Israéliens et Palestiniens se poursuivent elles aussi. Durant la période considérée, 20 Palestiniens ont été tués et 89 blessés, contre 1 tué et 50 blessés dans le camp israélien. Je condamne la poursuite des tirs aveugles de roquettes contre la population civile des localités du sud d'Israël auxquels se livrent des militants palestiniens. Ces attaques ont fait des victimes et causé des dégâts – en particulier à Sderot, qui a essuyé 10 tirs de roquettes pendant les deux premiers jours de l'année scolaire. À Zikim, une roquette tirée par le Jihad islamique le 11 septembre, qui a touché une base de l'armée israélienne, a blessé 44 soldats, dont 1 grièvement, et en a laissé 23 autres dans un état de choc. Le soldat israélien Gilad Shalit est toujours en captivité à Gaza et les efforts déployés pour relancer les pourparlers en vue de sa libération restent apparemment vains.

Hier, le cabinet de sécurité israélien a qualifié Gaza d'entité ennemie et annoncé son intention d'y interrompre la prestations des services essentiels tels que la distribution d'électricité et de carburant à la population civile. Israël a fermé la bande de Gaza pour empêcher les Palestiniens d'y entrer ou d'en sortir, et a indiqué qu'il allait restreindre drastiquement la circulation des ressortissants étrangers. Comme cela a été noté hier, bien que nous comprenions parfaitement les préoccupations d'Israël quant à sa sécurité, les mesures annoncées, si elles étaient appliquées, n'en seraient pas moins contraires aux obligations que lui imposent le droit international humanitaire et le droit des droits de l'homme envers la population civile palestinienne. Il y a 1,4 million d'habitants à Gaza, dont des personnes âgées, des jeunes et des malades. Ils ne doivent pas être punis pour les agissements inacceptables des militants et des extrémistes. Nous estimons qu'Israël doit reconsidérer sa décision.

Les opérations des Forces de défense israéliennes (FDI) ont également fait des victimes civiles. Le 22 août, des jumeaux palestiniens âgés de 10 ans et un enfant de 12 ans, qui étaient tous trois de la même famille, ont été tués par un missile tiré par

---

les FDI sur le nord de Gaza. Aucune enquête publique satisfaisante n'a été menée ni aucune mesure prise comme suite à ce type d'incident pour donner l'assurance que les FDI font tout ce qu'elles peuvent pour empêcher la mort de civils.

En Cisjordanie, les FDI ont procédé à 110 perquisitions, qui ont abouti à l'arrestation de 175 Palestiniens. Elles affirment que leurs mesures de sécurité ont permis d'empêcher plusieurs attentats-suicides à la bombe et de découvrir, au début du mois, un laboratoire de fabrication d'explosifs à Naplouse. L'attaque qui a été lancée contre la ville le 18 septembre et qui se poursuit encore a fait deux morts – un adolescent de 17 ans et un handicapé. Un soldat israélien a aussi été tué lors de cette attaque.

Durant la période considérée, il n'a pas été donné suite aux mesures prises précédemment pour rétablir la confiance et améliorer la situation sur le terrain en Cisjordanie. Ainsi, une initiative israélienne bienvenue qui visait à relâcher d'autres prisonniers palestiniens semble marquer le pas. Rien n'a été fait non plus pour lever en partie les obstacles à la liberté de mouvement en Cisjordanie, qui ont été portés au nombre de 563. Ce degré de restriction est contraire à l'Accord réglant les déplacements et le passage et à l'objectif consistant à redonner vigueur à l'économie palestinienne. Il est maintenant crucial d'agir à cet égard.

Les travaux de construction se poursuivent des deux côtés de la barrière dans la majorité des colonies. Aucune mesure n'a été prise en ce qui concerne les postes avancés. Un nouveau poste avancé est visible à moins de 100 mètres d'une antenne de l'armée israélienne située à l'entrée nord de Ramallah. La poursuite des implantations de colonies est contraire au droit international et à la Feuille de route et discrédite les tentatives visant à faire progresser le processus de paix.

L'édification de la barrière loin à l'intérieur de la Cisjordanie se poursuit, au mépris de l'avis consultatif rendu à ce sujet par la Cour internationale de Justice. Le 4 septembre, la Cour suprême israélienne a ordonné de revoir le tracé d'une de ses sections, à l'endroit où il est prévu que la barrière dévie de la ligne d'armistice de 1967 pour englober le groupe de colonies de Modiin. Face à la justice, l'armée israélienne a été dans l'incapacité de justifier le tracé au nom de la sécurité et celui-ci a finalement été modifié.

Sous la direction du Premier Ministre Fayyad, l'Autorité palestinienne s'efforce de faire respecter la loi, de maintenir l'ordre, d'instaurer des réformes et une bonne gouvernance et d'améliorer les conditions de vie. Sur le plan de la sécurité, il faut faire davantage pour convaincre Israéliens et Palestiniens que les services de sécurité de l'Autorité palestinienne sauront faire preuve de professionnalisme et de la détermination nécessaires pour prendre le dessus sur les milices. Il s'agit là d'un véritable test pour l'Autorité, qu'elle doit absolument réussir pour garantir le succès du processus politique. Il faut par exemple qu'elle prenne des mesures supplémentaires pour désarmer les militants qu'Israël a accepté de rayer de la liste des personnes recherchées.

Israël ayant recommencé à transférer les recettes fiscales palestiniennes, les traitements des fonctionnaires du secteur public sont actuellement versés en Cisjordanie et à Gaza – bien qu'en ce qui concerne celle-ci, la plupart des fonctionnaires ne se rendent plus au travail faute de savoir pour qui ils travaillent.

Le Gouvernement palestinien s'est lancé dans une entreprise de budgétisation et de planification intégrées qui doit déboucher sur un plan de réforme et de

---

développement pour la Palestine pour la période 2008-2010. Ce plan a pour but d'améliorer l'affectation des ressources aux priorités nationales, d'accroître la prévisibilité du financement des services et de jeter les bases d'une meilleure gestion des dépenses publiques.

...

Dans ce contexte, le bouclage continu de Gaza suscite de graves inquiétudes. Les secours humanitaires parviennent à la population mais depuis le coup de force du Hamas à la mi-juin, les points de passage de Karni et de Rafah sont fermés, ce qui crée de graves difficultés sur les plans individuel et économique. Des programmes de l'ONU et de la Banque mondiale visant à mettre en place des infrastructures, d'une valeur de quelque 200 millions de dollars, ont été interrompus. Un tiers des étudiants a entamé l'année scolaire sans manuels. Presque toutes les exportations en provenance de la bande de Gaza ont cessé, bien que des dispositions destinées à faciliter la reprise d'un minimum d'exportation via Kerem Shalom aient été prises récemment. Le volume de produits alimentaires importés dans la bande de Gaza diminue lentement – il y a eu environ 27 camions de moins par jour en août qu'en juillet. Selon le Programme alimentaire mondial, les produits alimentaires importés ne couvrent actuellement qu'environ 60 % des besoins.

Le Coordonnateur spécial par intérim élabore actuellement, en étroite collaboration avec de nombreuses parties intéressées, une proposition visant à élargir l'accès aux points de passage et, notamment, à rouvrir le point de passage de Karni. J'appelle toutes les parties concernées à travailler avec l'ONU pour trouver un moyen sûr et satisfaisant de rouvrir tous les points de passage.

J'en viens maintenant à la situation régionale. Durant la période considérée, un certain nombre d'États membres de la Ligue des États arabes et le Secrétaire général de la Ligue ont souligné qu'il fallait que le dialogue israélo-palestinien donne des résultats substantiels pour que les pays arabes l'appuient et pour qu'il fournisse matière à une réunion internationale réussie. Ils ont également demandé que la réunion ait une portée générale.

...

Comme le Conseil en est informé, le Quatuor tiendra dimanche prochain, 23 septembre, une réunion qui sera suivie d'un dîner *iftar* en présence d'un grand nombre de membres de la Ligue des États arabes. Le Comité spécial de liaison se réunira le lendemain. Le Secrétaire général sera l'organisateur ou le coorganisateur de toutes ces manifestations.

Le Quatuor entendra un exposé de M. Blair sur ses projets pour la période à venir, dressera le bilan des pourparlers bilatéraux et examinera la marche à suivre pour préparer la réunion internationale demandée par le Président Bush. Pour sa part, le Secrétaire général fera valoir à ses collègues l'inquiétude que lui inspire le sort de la population palestinienne de Gaza. Le dîner *iftar* sera l'occasion pour le Quatuor d'exprimer sa volonté de concrétiser pleinement l'Initiative de paix arabe et de plaider en faveur d'une paix globale dans la région, en étroite coopération avec ses partenaires arabes.

La réunion du Comité spécial de liaison sera l'occasion pour le Premier Ministre Fayyad de présenter le plan de relance économique établi par son

---

gouvernement et, pour les donateurs, de manifester leur soutien avant la conférence d'annonces de contributions qui se tiendra avant la fin de l'année.

## **V. Le Secrétaire général nommé Daniel Barenboïm messager de la paix de l'ONU**

*Le 21 septembre 2007, à l'occasion de la Journée internationale de la paix, le Secrétaire général Ban Ki-moon a nommé le chef d'orchestre et pianiste israélo-argentin Daniel Barenboïm messager de la paix de l'ONU. On trouvera ci-après un extrait de la note n° 6106 de l'ONU qui a été adressée aux correspondants :*

...

Daniel Barenboïm, chef d'orchestre et pianiste réputé, est un prodige musical qui s'est produit pour la première fois en tant que soliste sur la scène internationale à l'âge de 10 ans, à Vienne et à Rome. Directeur musical réputé de l'Orchestre philharmonique de Chicago de 1991 à 2006, il a été acclamé dans le monde entier à la tête de plusieurs autres orchestres, dont celui de l'Opéra de Berlin.

En 1999, il a fondé avec l'écrivain et universitaire palestinien Edward Saïd l'Orchestre du Divan « Est-Ouest », qui rapproche de jeunes musiciens israéliens et arabes en vue de favoriser le dialogue entre les diverses cultures du Moyen-Orient. Cet orchestre a donné un concert historique à Ramallah en 2005 et s'est produit à l'ONU et à Carnegie Hall, à New York, en 2006. Récemment, M. Barenboïm a lancé un projet d'éducation musicale dans les territoires palestiniens, visant notamment à fonder une crèche musicale et à créer un orchestre composé de jeunes Palestiniens. Il continuera, en tant que messager de la paix, à promouvoir la paix et la tolérance au moyen du langage universel qu'est la musique.

Lorsqu'il a évoqué les services rendus à l'humanité par M. Barenboïm, le Secrétaire général a écrit : « Je suis persuadé, à en juger par votre rôle en tant que cofondateur de l'Orchestre du Divan Est-Ouest, que vous serez un messager de la paix puissant et convaincant ».

## **VI. Déclaration du Mouvement des pays non alignés sur la situation dans le territoire palestinien occupé**

*La déclaration suivante (A/62/367-S/2007/571) a été adoptée le 21 septembre 2007 par le Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés sur la situation dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est :*

Une évolution dangereuse de la situation dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, s'est produite le 19 septembre 2007, lorsque le cabinet de sécurité israélien, qualifiant la bande de Gaza occupée de « territoire hostile », a déclaré son intention de couper les fournitures d'électricité et de carburant aux civils palestiniens de la bande de Gaza qui sont déjà isolés et prisonniers.

Cette décision cruelle d'Israël représente une violation du droit international, notamment du droit international humanitaire, et une punition collective de l'ensemble de la population civile de la bande de Gaza. Elle est totalement injustifiable sous quelque prétexte que ce soit et doit être condamnée.

---

Israël, la puissance occupante, doit respecter les obligations juridiques qui lui incombent en vertu de la quatrième Convention de Genève, qui s'applique à l'ensemble du territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est. À cet égard, il faut souligner que la bande de Gaza reste une partie du territoire palestinien occupé.

Le Mouvement des pays non alignés demande instamment à Israël, la puissance occupante, de cesser toutes ses violations du droit international et ses graves atteintes à ce droit et d'honorer scrupuleusement les obligations juridiques qui sont les siennes en tant que puissance occupante conformément au droit international humanitaire.

## **VII. Déclaration du Quatuor**

*On trouvera ci-après le texte de la déclaration publiée par le Quatuor à l'issue de la réunion qu'il a tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 23 septembre 2007 (SG/2132-PAL/2087) :*

Les principaux membres du Quatuor – le Ministre russe des affaires étrangères, Sergei Lavrov, la Secrétaire d'État des États-Unis, Condoleezza Rice, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Ban Ki-moon, le Haut Représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne, Javier Solana, le Ministre portugais des affaires étrangères, Luis Amado, et la Commissaire de l'Union européenne chargée des relations extérieures, Bettina Ferrero-Waldner – se sont réunis aujourd'hui à New York pour examiner la situation au Moyen-Orient. Tony Blair s'est joint à eux en tant que représentant du Quatuor.

Le Quatuor a constaté qu'il y avait à l'heure actuelle, au Moyen-Orient, des perspectives de progrès et un solide désir de paix sur les plans régional et international. Il a fermement appuyé les pourparlers bilatéraux en cours entre le Premier Ministre [Ehud] Olmert et le Président [Mahmoud] Abbas et s'est félicité de la constitution des équipes israélienne et palestinienne chargées d'examiner les questions de fond qui conditionnent la réalisation de l'objectif commun, à savoir une solution négociée prévoyant deux États et la création d'un État palestinien viable, vivant côte à côte avec Israël, dont la sécurité sera assurée. Le Quatuor s'est réjoui des mesures parallèles prises par les parties pour instaurer la confiance et améliorer la situation sur le terrain. Il a souligné qu'il fallait adopter immédiatement des mesures supplémentaires pour donner suite aux engagements pris précédemment, notamment dans la Feuille de route et dans l'Accord réglant les déplacements et le passage, de façon à instaurer un climat propice à la concrétisation d'une solution prévoyant deux États.

Le Quatuor a exprimé son soutien à la réunion internationale sur la paix israélo-palestinienne que le Président [George W.] Bush a proposé de convoquer dans sa déclaration du 16 juillet. Ses principaux membres ont débattu de cette réunion et convenu qu'elle devrait aborder sérieusement les questions de fond et appuyer les parties dans leurs négociations et pourparlers bilatéraux de façon qu'il soit possible de progresser d'urgence vers la création, en Cisjordanie et à Gaza, d'un État palestinien qui réunisse tous les Palestiniens. Elle aura pour objectif d'obtenir des principaux acteurs de la communauté internationale qu'ils appuient les efforts que font les Israéliens et les Palestiniens pour mettre fin à leur conflit et de contribuer à instaurer une paix définitive au Moyen-Orient. Le Quatuor attend d'elle

---

un soutien à la solution prévoyant deux États, fondée sur le rejet de la violence, et un appui aux progrès accomplis par les parties dans leurs pourparlers bilatéraux. La réunion devrait également permettre d'évaluer les progrès accomplis dans la mise en place des institutions palestiniennes et d'étudier des moyens novateurs d'appuyer la poursuite des réformes palestiniennes. Le Quatuor s'emploiera à assurer le succès de la réunion internationale et à donner suite à ses conclusions.

Le représentant du Quatuor, Tony Blair, a informé le Quatuor des résultats des entretiens et consultations qu'il a tenus dans la région et examiné les moyens de parvenir à créer une économie palestinienne performante et les institutions de gouvernance qui constitueraient le fondement d'un État palestinien. Le Quatuor est convenu que M. Blair devrait œuvrer, en étroite collaboration avec le Gouvernement de l'Autorité palestinienne, à l'élaboration d'un plan pluriannuel de développement institutionnel et économique et a déclaré attendre un ferme appui technique et financier de la part de la communauté internationale, à cette fin, à compter de la réunion du Comité spécial de liaison prévue le 24 septembre. À ce propos, il a demandé à tous les pays en mesure de le faire d'apporter d'urgence une aide financière à l'Autorité palestinienne. Il a approuvé la prolongation du mécanisme international temporaire jusqu'au 31 décembre 2007 et a formulé l'espoir qu'au cours de cette période, un mécanisme de transition propre à faciliter le passage à une aide internationale directe au Gouvernement de l'Autorité palestinienne serait mis en place.

Le Quatuor s'est dit préoccupé par la situation à Gaza. Il est convenu qu'il importait de continuer à apporter des secours et une aide humanitaire d'urgence, sans entrave. Il a demandé que les services essentiels continuent d'être assurés. Il s'est déclaré extrêmement préoccupé par le maintien de la fermeture des principaux points de passage, compte tenu de ses répercussions sur l'économie palestinienne et la vie quotidienne des Palestiniens. Il a également exprimé sa vive inquiétude face à la poursuite des tirs de roquettes de Gaza vers Israël et aux tentatives récentes du Hamas de restreindre la liberté d'expression et de museler la presse.

Le Quatuor a évoqué sa prochaine réunion avec les membres du comité de suivi de la Ligue des États arabes, au cours de laquelle il doit les consulter au sujet des étapes suivantes de l'Initiative de paix arabe et de l'appui à apporter au niveau régional aux pourparlers bilatéraux entre les parties.

Le Quatuor a réaffirmé son attachement à une paix juste, durable et globale au Moyen-Orient, fondée sur les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité de l'ONU.

## **VIII. Adoption d'une déclaration par le Comité du Mouvement des pays non alignés sur la Palestine**

*Le 25 septembre 2007, le Comité ministériel du Mouvement des pays non alignés sur la Palestine a adopté la déclaration suivante (A/62/368-S/2007/581) :*

### **Déclaration sur la Palestine**

1. Les ministres des pays non alignés ont examiné la situation grave qui continuait de régner dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est. Ils ont envisagé les approches et les stratégies que devrait adopter l'ensemble du



---

Mouvement pour continuer de soutenir résolument le peuple palestinien et ses dirigeants et pour relancer le processus de paix en vue de parvenir à un règlement pacifique global, juste et durable et de permettre au peuple palestinien d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination au sein d'un État de Palestine indépendant et souverain, avec Jérusalem-Est pour capitale. Les ministres ont rappelé en particulier la Déclaration sur la Palestine adoptée par le Comité sur la Palestine, le 16 septembre 2006, à La Havane (Cuba), durant la quatorzième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement, ainsi que la position concernant la Palestine adoptée par le Mouvement à Durban (Afrique du Sud) en août 2004 et à Putrajaya (Malaisie) en mai 2006, et ils ont affirmé qu'ils restaient attachés aux vues et aux positions de principe qui y sont exposées.

2. Les ministres ont déploré profondément que le peuple palestinien continue, depuis 40 ans, de souffrir sous la brutale occupation militaire israélienne qui dure depuis 1967 et d'être privé de ses droits fondamentaux, dont le droit à l'autodétermination et le droit au retour des réfugiés. Ils ont constaté avec une vive inquiétude que la situation ne cessait de se dégrader sérieusement sur les plans politique, économique, social et humanitaire dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, du fait des politiques et des pratiques illégales qu'Israël, puissance occupante, ne cessait de mener contre le peuple palestinien, dont de graves violations des droits de l'homme et des crimes de guerre.

3. Les ministres ont condamné vigoureusement l'occupation par Israël de la terre palestinienne et l'agression impitoyable qu'il menait contre le peuple palestinien et qui continuait de se solder notamment par des morts et des blessés parmi les civils palestiniens du fait de l'utilisation excessive et aveugle de la force, des attaques ciblées et des exécutions extrajudiciaires; la destruction à grande échelle des biens, des infrastructures et des terres arables, et l'arrestation et l'incarcération de milliers de Palestiniens, dont des femmes et des enfants, et de nombreux responsables palestiniens, et ont réclamé leur libération immédiate. Ils ont également condamné les mesures de punition collective qu'Israël ne cessait d'imposer au peuple palestinien, en particulier de sévères restrictions à la circulation des personnes et des biens par des blocages de routes et des centaines de points de contrôle, dont certains avaient été transformés illégalement en des structures semblables à des postes frontaliers permanents installés en plein territoire palestinien occupé, au-delà de la frontière de 1967 (Ligne verte), et qui divisaient physiquement les parties septentrionale, centrale et méridionale dudit territoire, minant son intégrité et sa contiguïté territoriales et détruisant l'économie palestinienne. Les chefs d'État ou de gouvernement ont exigé qu'Israël, puissance occupante, cesse immédiatement toutes ces violations du droit international, dont le droit international humanitaire et les droits de l'homme.

4. Les ministres ont souligné en particulier que, en sus de ces graves infractions commises par la puissance occupante, l'obstacle essentiel à l'exercice des droits nationaux inaliénables du peuple palestinien et à l'application de la formule de règlement du conflit prévoyant deux États restait la campagne illégale d'implantations israéliennes et la construction du mur que ne cessait de poursuivre Israël dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est occupée. Ils se sont déclarés de nouveau très préoccupés par les mesures de colonisation à grande échelle qu'Israël continuait d'appliquer, notamment la confiscation de vastes étendues de terres ainsi que la construction et l'expansion de colonies de peuplement, qu'ils ont à nouveau vivement condamnées. Ils ont condamné

---

également l'intention déclarée d'Israël d'appliquer le plan illégal E-1 à l'intérieur et sur le pourtour de Jérusalem-Est, et d'annexer illégalement la vallée du Jourdain. Les ministres ont réaffirmé la validité des nombreuses résolutions pertinentes du Conseil de sécurité qui condamnent ces mesures illégales d'Israël et en exigent la cessation, dont les mesures prises par la puissance occupante pour modifier le statut, le caractère et la composition démographique de Jérusalem-Est, qui sont nulles et non avenues, et ils ont demandé que ces résolutions soient intégralement appliquées. Ils ont aussi demandé que les clauses pertinentes de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice, le 9 juillet 2004, sur les *Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé* soient pleinement appliquées.

5. Les ministres ont examiné à fond la grave évolution des événements en rapport avec l'édification illégale par Israël, puissance occupante, d'un mur dans le territoire palestinien occupé, y compris à l'intérieur et sur le pourtour de Jérusalem-Est. Ils ont condamné le fait qu'Israël faisait ouvertement fi de l'avis consultatif de la Cour et ne cessait de violer la résolution ES-10/15 de l'Assemblée générale en date du 20 juillet 2004. Ils ont exprimé leur vive inquiétude devant les graves infractions du droit international, dont la quatrième Convention de Genève, qu'Israël ne cessait de commettre à cet égard, notamment en détruisant et en réquisitionnant des terres et des biens, en violant le droit du peuple palestinien de circuler librement et son droit au travail, à la santé, à l'éducation et à un niveau de vie adéquat, et en expulsant des civils palestiniens de leurs foyers et de leurs terres. Les ministres ont souligné que les très graves dévastations physiques, économiques et sociales causées par le mur étaient en train de morceler le territoire palestinien occupé en plusieurs cantons murés et isolés, détruisant des communautés entières et séparant Jérusalem-Est occupée du reste du territoire. Ils ont noté avec une vive inquiétude que si la construction de ce mur n'était pas interrompue et si celui-ci n'était pas détruit, il rendrait impossible la mise en œuvre de la formule de règlement du conflit prévoyant deux États. Les ministres ont affirmé que ces mesures illégales et unilatérales d'Israël dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, compromettent gravement les perspectives de réalisation de la solution des deux États sur la base des frontières d'avant 1967, et ont exprimé leur rejet total de ces mesures et politiques israéliennes, en soulignant qu'elles sont illégales, inacceptables et ne sauraient modifier le mandat du processus de paix amorcé à Madrid non plus que dépouiller les Palestiniens de leurs droits inaliénables conférés par la Charte des Nations Unies, le droit international et les résolutions pertinentes des Nations Unies.

6. Les ministres ont exigé à nouveau qu'Israël, puissance occupante, respecte scrupuleusement ses obligations légales conformément à l'avis consultatif et applique intégralement la résolution ES-10/15, et ils ont renouvelé leur appel aux États Membres et à l'Organisation des Nations Unies à observer leurs obligations à cet égard. Ils ont rappelé que la Cour avait décidé en particulier qu'Israël devait mettre un terme à la violation de ses obligations internationales, et devait en conséquence cesser immédiatement les travaux d'édification du mur dans le territoire palestinien occupé, y compris à l'intérieur et sur le pourtour de Jérusalem-Est, démanteler les portions de l'ouvrage qui y étaient situées, abroger immédiatement ou priver d'effet l'ensemble des actes législatifs et réglementaires ayant trait au mur et réparer tous les dommages causés par la construction du mur; que tous les États étaient dans l'obligation de ne pas reconnaître la situation illicite

---

découlant de la construction du mur et de ne pas prêter aide ou assistance au maintien de la situation créée par cette construction; que tous les États parties à la quatrième Convention de Genève avaient en outre l'obligation de faire respecter par Israël le droit international humanitaire incorporé dans cet instrument; et que l'Organisation des Nations Unies, et spécialement l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, devaient, en tenant compte de l'avis consultatif, examiner quelles nouvelles mesures devaient être prises afin de mettre un terme à la situation illicite découlant de la construction du mur et du régime qui lui était associé.

7. Les ministres ont réaffirmé leur ferme conviction que le respect de ces dispositions aurait une incidence positive sur les efforts menés en vue de parvenir à un règlement politique juste et pacifique du conflit israélo-palestinien, sur la base des normes et principes du droit international. Toutefois, tant qu'Israël, puissance occupante, ne respectera pas ses obligations légales, les ministres ont de nouveau appelé à engager les actions concrètes ci-après en vue de mettre fin aux violations que commet la puissance occupante dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est :

a) Que les Nations Unies adoptent de nouvelles mesures, en accord avec le paragraphe 5 du dispositif de la résolution ES-10/15, et que le Conseil de sécurité s'acquitte de ses obligations en adoptant une résolution claire et prenne les mesures requises à cet égard. Que le Secrétaire général des Nations Unies accélère l'établissement du registre des dommages causés par l'édification du mur comme l'a demandé l'Assemblée dans la résolution précitée, et qu'il fasse en sorte que les positions du Secrétariat concordent pleinement avec l'avis consultatif;

b) Que les États Membres adoptent des mesures collectives, régionales et individuelles, dont des mesures législatives, pour empêcher l'entrée sur leurs marchés de tout produit provenant des colonies israéliennes illégales, conformément aux obligations découlant des traités internationaux, pour refuser l'entrée de colons d'Israël et pour imposer des sanctions aux entreprises et organisations impliquées dans la construction du mur et dans toutes autres activités illégales dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est;

c) Que les Hautes Parties contractantes à la quatrième Convention de Genève adhèrent à l'article premier commun aux quatre Conventions de Genève et prennent des mesures en vue de s'assurer qu'Israël respecte bien les dispositions de la Convention, conformément à leurs obligations en matière de sanctions pénales, de graves infractions et de responsabilités. Que des mesures légales soient appliquées afin que les crimes de guerre commis dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, ne bénéficient pas de l'impunité.

8. Les ministres se sont vivement inquiétés de l'aggravation de la crise économique, sociale et humanitaire et de l'isolement de la bande de Gaza, en particulier depuis l'application par Israël de son plan de retrait unilatéral. Ils ont condamné avec fermeté le fait qu'Israël ne cessait de poursuivre et d'intensifier son agression militaire contre la population civile dans la bande de Gaza, qui se traduit par des centaines de personnes tuées ou blessées, dont des femmes et des enfants, ainsi que de détruire délibérément et aveuglement des biens et des infrastructures vitales. Ils ont condamné aussi le fait qu'Israël continuait d'imposer des politiques illégales et des punitions collectives contre le peuple palestinien, ce qui y aggrave les difficultés économiques et sociales. Ils ont souligné que ces actions illégales de la puissance occupante constituaient de graves atteintes au droit international dont

---

les auteurs devaient répondre devant la justice. Les ministres ont appelé à la cessation immédiate de l'agression militaire et au respect par Israël de la totalité de ses obligations en vertu du droit international, dont la quatrième Convention de Genève.

9. Les ministres ont constaté à nouveau avec une vive inquiétude la montée du chômage et de la pauvreté, en particulier dans la bande de Gaza, due à l'isolement financier et politique renforcé imposé à l'Autorité palestinienne. Ils ont appelé Israël, puissance occupante, à cesser de bloquer les recettes fiscales dues à l'Autorité palestinienne, cette mesure aggravant la crise socioéconomique. Du fait de la persistance de cette crise, ils ont aussi appelé les pays non alignés à apporter d'urgence une aide économique et financière au peuple palestinien. Du fait de la persistance de cette crise, ils ont aussi appelé les pays non alignés à apporter d'urgence une aide économique et financière au peuple palestinien afin de soulager la crise financière et humanitaire qu'il traverse.

10. Les ministres ont affirmé qu'ils soutenaient l'Organisation de libération de la Palestine, seul représentant légitime du peuple palestinien, et l'Autorité palestinienne sous la direction du Président Mahmoud Abbas, et ont souligné qu'il importait de préserver et de protéger les institutions nationales et démocratiques de l'Autorité palestinienne, qui constituent le noyau vital d'un futur État palestinien indépendant. Ils ont demandé que l'on s'efforce d'urgence de reconstituer et de développer les institutions palestiniennes. À ce sujet, les ministres ont condamné les actes criminels accomplis dans la bande de Gaza en juin 2007 et ont demandé le rétablissement dans la bande de Gaza de la situation telle qu'elle existait avant les événements de juin 2007, pour faciliter le dialogue et la réconciliation nationale. Les ministres ont souligné qu'il fallait mobiliser les possibilités de préserver l'unité territoriale et l'intégrité du territoire palestinien, y compris Jérusalem-Est, afin de mettre un terme à l'occupation et de réaliser l'objectif d'un État palestinien.

11. Les ministres ont exprimé à nouveau l'espoir que la communauté internationale et le Quatuor feront tout durant cette période critique pour relancer le processus de paix, sauvegarder la Feuille de route et promouvoir sa mise en œuvre en vue de mettre fin à l'occupation du territoire palestinien occupé depuis 1967, y compris Jérusalem-Est, et donc pour régler le conflit israélo-palestinien sur la base de deux États et pour garantir le droit de tous les États et peuples de la région de vivre en paix et en sécurité. Les ministres ont expressément engagé le Quatuor à rester activement en relations avec les parties palestinienne et israélienne, pour obtenir la reprise de négociations directes, sur le fond, entre les deux parties, et à encourager des mesures constructives immédiates sur le terrain sur la base de la Feuille de route, afin de promouvoir une authentique reprise du processus de paix, pour réaliser les objectifs de celui-ci. À ce sujet, ils ont accueilli avec satisfaction l'appel lancé par le Président Mahmoud Abbas en faveur du lancement immédiat de négociations sur le statut définitif, avec Israël, puissance occupante.

12. À ce propos, les ministres ont insisté sur le fait que l'Initiative de paix arabe adoptée par le Sommet arabe à Beyrouth, en mars 2002, restait pertinente, tout en soulignant l'importance de la décision prise par le Sommet arabe à Riyad en mars 2007, de relancer vigoureusement l'Initiative de paix arabe, notamment par la formation d'un comité ministériel arabe de suivi, et ont exprimé leur appui aux efforts faits dans ce sens. En outre, les ministres ont salué l'initiative de convoquer une conférence à l'automne 2007 pour mettre un terme à l'occupation et concrétiser

---

la solution des deux États. Les ministres ont également soutenu l'appel lancé par le Président Abbas à la transformation d'une telle conférence en une conférence internationale placée sous les auspices des Nations Unies afin de parvenir à un règlement global, juste et durable du conflit arabo-israélien, notamment par la solution de la question essentielle de la Palestine, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies et des principes du droit international.

13. Les ministres ont également engagé le Conseil de sécurité à assumer ses responsabilités et à agir sur la base de ses propres résolutions afin d'obliger Israël à respecter le droit international et à mettre un terme à l'occupation et à toutes ses pratiques illégitimes et illégales dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est. Les ministres ont réaffirmé leur soutien aux membres du groupe des pays non alignés membres du Conseil de sécurité, pour ce qu'ils continuent de faire pour résoudre la question de Palestine et ont engagé ces membres à rester activement engagés. Par ailleurs, les ministres ont demandé instamment au Quatuor d'impliquer le Conseil de sécurité, compte tenu de l'autorité et de la responsabilité que lui confère la Charte dans le maintien de la paix et de la sécurité. À cet égard, ils ont réaffirmé la responsabilité permanente qui incombait à l'Organisation des Nations Unies, notamment à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité, en ce qui concerne la question de Palestine jusqu'à ce que celle-ci soit réglée sous tous ses aspects, sur la base du droit international, y compris un règlement juste de la situation tragique des réfugiés palestiniens, conformément à la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale en date du 11 décembre 1948.

14. Les ministres se sont déclarés à nouveau convaincus que le Mouvement devait continuer de jouer un rôle vital dans la question de Palestine et ils ont chargé la présidence, aidée par le Comité sur la Palestine, de conduire les efforts du Mouvement visant à l'instauration d'une paix globale, juste et durable dans la région. Ils ont souligné l'importance des contacts et du dialogue que le Mouvement conduit au niveau ministériel avec les membres du Quatuor, avec les membres permanents du Conseil de sécurité et avec d'autres parties impliquées dans le processus de paix en vue de faire connaître les positions de principe du Mouvement et de faire progresser les efforts visant à promouvoir le processus de paix à partir de son mandat et à garantir le respect du droit international, en tant que facteurs essentiels d'un règlement pacifique du conflit.

15. Les ministres ont souligné de nouveau l'importance du travail des organisations non gouvernementales, de la société civile et des groupes pacifistes dans la région, et les ont encouragés à poursuivre leur action, en particulier ceux des parties palestinienne et israélienne.

16. Les ministres, en conclusion, ont réaffirmé leur ferme volonté de continuer de soutenir le peuple palestinien et ses dirigeants jusqu'à la cessation de l'occupation israélienne qui remonte à 1967, en accord avec les normes et principes du droit international et les résolutions pertinentes des Nations Unies, et leur attachement résolu à un règlement juste et pacifique du conflit israélo-palestinien et du droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à la souveraineté dans son État de Palestine indépendant, sur la base des frontières d'avant 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale.

---

## **IX. Le Conseil des droits de l'homme demande l'application de ses résolutions S-1/1 et S-3/1**

*Le 28 septembre 2007, le Conseil des droits de l'homme a adopté à la 21<sup>e</sup> séance de sa sixième session, sans la mettre aux voix, la résolution 6/18 dont le texte est reproduit ci-après (A/HRC/6/L.11).*

**6/18**

**La situation des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé : suite donnée aux résolutions S-1/1 et S-3/1 du Conseil des droits de l'homme**

*Le Conseil des droits de l'homme,*

*Rappelant ses résolutions S-1/1 du 6 juillet 2006 et S-3/1 du 15 novembre 2006,*

*Notant avec regret qu'Israël, la puissance occupante, n'a pas appliqué à ce jour ces deux résolutions et a fait obstacle à l'envoi des missions d'enquête urgentes qui y sont demandées,*

*1. Demande que soient appliquées ses résolutions S-1/1 et S-3/1, notamment les paragraphes prévoyant l'envoi de missions d'enquête urgentes;*

*2. Prie le Président du Conseil des droits de l'homme et le Haut-Commissaire aux droits de l'homme de lui faire rapport à sa cinquième session sur leurs efforts pour assurer la mise en œuvre des résolutions S-1/1 et S-3/1, ainsi que sur le respect par Israël, la puissance occupante, de ces deux résolutions.*

## **X. Le Conseil des droits de l'homme adopte une résolution sur les droits religieux et culturels dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est**

*Le 28 septembre, le Conseil des droits de l'homme a adopté à la 21<sup>e</sup> séance de sa sixième session, par 31 voix contre une, avec 15 abstentions, la résolution 6/19, dont le texte est reproduit ci-après (A/HRC/6/L.11).*

**6/19**

**Droits religieux et culturels dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est**

*Le Conseil des droits de l'homme,*

*Rappelant la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels,*

*Rappelant aussi l'article 2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui stipule que chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation, et qu'il ne sera fait aucune distinction fondée sur le statut politique, juridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est*

---

ressortissante, que ce pays ou territoire soit indépendant, sous tutelle, non autonome ou soumis à une limitation quelconque de souveraineté,

*Conscient* de la responsabilité qui incombe à la communauté internationale de défendre les droits de l'homme et de faire respecter le droit international,

*Soulignant* la spécificité de Jérusalem-Est occupée dans son riche patrimoine religieux et culturel,

*Rappelant* les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité relatives à Jérusalem-Est occupée,

*Affirmant* l'applicabilité de la quatrième Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre du 12 août 1949 au territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est,

*Gravement préoccupé* par les mesures prises par Israël qui portent atteinte au caractère sacré et à l'inviolabilité des lieux de culte dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est,

*Notant en outre avec une profonde préoccupation* la politique israélienne des bouclages et les restrictions sévères, y compris les couvre-feux et le régime des permis, qui demeurent imposées aux déplacements des Palestiniens et à leur liberté d'accès à leurs lieux saints, y compris la mosquée Al-Aqsa,

1. *Souligne* que toutes les politiques et mesures adoptées par Israël, la puissance occupante, pour limiter l'accès des Palestiniens à leurs lieux saints, particulièrement dans Jérusalem-Est occupée, pour des motifs d'origine nationale, de religion, de naissance, de sexe ou de toute autre condition, constituent des violations des dispositions des instruments et résolutions susmentionnés et, par conséquent, doivent cesser immédiatement;

2. *Invite* Israël, la puissance occupante, à respecter, dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, les droits religieux et culturels énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et à permettre aux croyants palestiniens d'accéder sans entrave à leurs lieux de culte;

3. *Prie* la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de faire rapport au Conseil, à sa prochaine session, sur l'application de la présente résolution.